

*Pouvoir d'emprunt*

Nous voyons se dessiner la stratégie du gouvernement. Le ministre des Finances nous a annoncé son intention de lancer 100 ou 200 projets de relance, mais sans fournir de précisions. En réalité, le parti libéral s'apprête à faire marcher l'assiette au beurre comme jamais encore. Vous savez aussi bien que moi qu'il l'a déjà fait, mais cela dépassera tout. C'est 4 milliards de dollars qu'il va distribuer à ses sympathisants. Nous allons voir les ministres du cabinet libéral parcourir le pays en distribuant des dollars pour acheter des votes en prévision des prochaines élections. C'est un acte de désespoir.

Cela a déjà commencé. Par exemple, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Munro), qui était ici il y a quelques minutes, a pris le Jetstar du gouvernement jusqu'à Whitehorse, après quoi il a nolié un avion aux frais des contribuables pour se rendre à Faro annoncer un projet. Il n'avait nul besoin d'aller là-bas. Il a des bureaux à Whitehorse. Les fonctionnaires de son ministère auraient pu l'annoncer aussi bien. Il l'a fait simplement à des fins publicitaires. Voilà ce que cherchent les libéraux; ils cherchent à se parer des plumes du paon.

Hier encore, le même ministre était à Port Dover, en Ontario. Même si on peut dire qu'il avait des raisons légitimes d'aller au Yukon, puisqu'il est ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, il n'avait vraiment aucune raison d'aller à Port Dover annoncer un projet de 2 millions de dollars qui sera sans doute financé au moyen des revenus illicites de ce projet de loi. C'est purement pour des raisons politiques qu'il est allé annoncer ce projet dans la circonscription de Haldimand-Norfolk. Cela ne s'est encore jamais vu.

Je crois que le même ministre va, aujourd'hui encore, faire de la propagande dans la circonscription de Western Arctic où il ira porter une bonne nouvelle qu'il aurait pu aussi bien annoncer à Ottawa.

• (1115)

Voyons comment le gouvernement a utilisé une partie de l'argent qu'il avait mis de côté pour gagner des partisans au parti libéral. Il y a, par exemple, le fiasco des bombardiers à eau. Nous allons acheter plusieurs de ces appareils au prix de 6 millions de dollars chacun. Deux seront utilisés dans ma circonscription. Je connais assez bien les employés du service forestier de la région et ils n'ont jamais demandé un bombardier à eau de ce genre. Le système actuel fonctionne bien. La saison des incendies ne dure que deux ou trois mois par année et le service forestier peut engager à forfait des sociétés canadiennes qui s'y connaissent en largage d'eau. A d'autres époques de l'année, ces sociétés décrochent des contrats ailleurs au Canada ou en Amérique du Sud. Le service forestier n'avait pas demandé de bombardiers à eau canadiens. On l'a obligé à les accepter. Cela montre bien que le gouvernement dépense de l'argent sans raison valable. On ne sait vraiment pas si des appareils de ce genre seront bien utiles dans des régions comme la mienne. Nous ne savons pas ce qu'ils feront le reste de l'année; ils resteront probablement stationnés sur la piste pendant neuf mois de l'année.

Les 14.7 milliards de dollars que le gouvernement voudrait emprunter grâce au projet de loi C-151 ne représentent pas

tous les emprunts qu'il s'efforcera d'obtenir sur les marchés de capitaux du Canada ou de l'étranger, loin de là. Les sociétés de la Couronne emprunteront elles aussi des montants considérables, mais nous ne savons pas combien. Nous pourrions peut-être calculer de combien les taux d'intérêt que devront payer les hommes d'affaires et les propriétaires de maisons vont augmenter à cause de ces emprunts de l'État de 14.7 milliards de dollars, mais nous ignorons combien il faudra aux 300 ou 400 sociétés de la Couronne.

Je tiens à souligner, comme le vérificateur général lui-même l'a dit, qu'il est grand temps que le Parlement commence à exercer un certain contrôle sur les affaires financières des sociétés de la Couronne. A l'heure actuelle, celles-ci sont administrées dans l'ombre, loin des yeux du public.

D'après les projections que renferme la déclaration du 19 avril du ministre des Finances, il y a peut-être une autre raison pour laquelle le gouvernement demande un montant supplémentaire de quatre milliards de dollars. Certaines personnes, moi-même y compris, ont prétendu que le chiffre des recettes prévues dans l'exposé budgétaire est douteux. Il est peut-être un peu plus élevé qu'il ne le sera en réalité. Il a été calculé en fonction d'une augmentation du produit national brut qui pourrait ou non se produire cette année. Même si le PNB augmente, il y a toujours un certain décalage entre le moment où la prospérité générale du pays augmente et celui où les recettes de l'État augmentent à l'avenant. Les entreprises ne commenceront pas à réaliser des bénéfices avant un certain temps et ces bénéfices ne seront pas imposables immédiatement, surtout à cause des dispositions contenues dans le budget à l'égard du report des pertes sur les années suivantes.

Nous pensons aussi que le chômage restera aigu pendant encore quelque temps et que la somme des cotisations perçues sera inférieure au montant des prestations d'assurance-chômage à verser. En outre, les recettes du gouvernement diminueront parce que les chômeurs ne paieront pas autant d'impôt sur le revenu qu'en temps normal.

J'ai l'impression que les chiffres contenus dans l'exposé budgétaire visent simplement à donner bonne figure au gouvernement, même s'il sait très bien qu'il est trop optimiste et qu'il devra se servir d'une partie de son pouvoir d'emprunt excédentaire de quatre milliards de dollars, du fait que ses recettes seront inférieures aux montants prévus dans les documents budgétaires.

• (1120)

Voyons un peu quel sera l'avenir financier du Canada au cours des quatre prochaines années, d'après l'exposé budgétaire du ministre des Finances. Selon les chiffres donnés par le ministre, le déficit cumulé atteindra 112 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années. Les intérêts à verser pendant cette période seront d'au moins 77 milliards de dollars. C'est ce que le ministre des Finances prévoit ou promet et, de toute évidence, ce sont les prévisions les plus optimistes qu'il puisse faire. Qu'arrivera-t-il si la conjoncture n'est pas tout à fait aussi favorable qu'il le pense? C'est d'ailleurs ce qui est arrivé à plusieurs reprises dans le passé lorsque, après coup, les prévisions du gouvernement se sont révélées douteuses.